



**HAL**  
open science

## Les commémorations du 17 juin dans la mémoire est-allemande

Myriam Renaudot

► **To cite this version:**

Myriam Renaudot. Les commémorations du 17 juin dans la mémoire est-allemande. Allemagne d'aujourd'hui : revue française d'information sur l'Allemagne, 2005, 173, pp.121-134. hal-04464333

**HAL Id: hal-04464333**

**<https://hal.science/hal-04464333v1>**

Submitted on 27 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Myriam RENAUDOT\*

## LES COMMEMORATIONS DU 17 JUIN 1953 DANS LA MEMOIRE EST-ALLEMANDE

En 2003, l'Allemagne a fêté le cinquantième anniversaire des soulèvements du 17 juin 1953 en RDA comme jamais elle n'avait fêté cet événement auparavant. Durant toute l'année 2003, projets scolaires, téléfilms, conférences, publications d'historiens, inaugurations de monuments, expositions, articles de presse etc. se sont multipliés à l'Ouest et à l'Est à l'occasion du cinquantième. L'ampleur de ces manifestations a été d'autant plus remarquable que les événements du 17 juin 1953 tombaient depuis plusieurs années dans l'oubli.

Bien qu'ayant eu lieu à l'Est, ces événements ne sont pas uniquement liés à l'histoire de la RDA. Dès 1953, le 17 juin devient en RFA le "Jour de l'unité allemande". Mais en 1990, le 17 juin comme fête nationale disparaît sans faire de bruit, et laisse place au 3 octobre. Personne ou presque ne protesta, ni à l'Ouest ni à l'Est, ce qui témoigne du désintérêt des Allemands pour cet événement. L'année 2003 marque donc la renaissance d'un certain intérêt pour cette date et sa signification. Les commémorations du cinquantième ont surtout permis de constater qu'il existait aujourd'hui une volonté politique de faire de cet événement un lieu de mémoire commun aux deux parties de l'Allemagne. Rappelons que nous utilisons, avec Etienne François et Hagen Schulze<sup>1</sup>, et dans la lignée des recherches de Pierre Nora<sup>2</sup> en France, le mot "lieu" dans un sens métaphorique. Par lieu de mémoire, nous entendons un endroit, un monument, un événement, un concept, etc. qui condensent et cristallisent la mémoire et l'identité d'une nation<sup>3</sup>.

Comment caractériser le 17 juin 1953 aujourd'hui ? Peut-on parler d'un lieu de mémoire, d'un lieu de mémoire de la RDA, ou s'agit-il d'un lieu de mémoire de l'Allemagne unifiée ? Comment le 17 juin est-il commémoré et surtout, par qui ?

Pour analyser la réception des commémorations du cinquantième anniversaire en Allemagne, et plus particulièrement dans les nouveaux *Länder*, nous avons choisi de travailler à partir d'un corpus d'articles de presse allemande parus en 2003. La presse joue en effet un rôle primordial dans la formation de l'opinion publique, et elle en est également le miroir, aussi déformé soit-il. Etant donné le nombre considérable de journaux, d'hebdomadaires et de magazines traitant du 17 juin, notre choix – guidé par la volonté d'avoir une vue d'ensemble la plus

---

\* AMN à l'Université Lyon 2

complète possible – s’est concentré sur les grands organes de presse ouest-allemands (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Die Zeit*, *Der Spiegel*, *Die Süddeutsche Zeitung*) ainsi que sur *Neues Deutschland* et *Freitag* pour la presse est-allemande.

Avant de parler des commémorations du cinquantième anniversaire proprement dites, nous allons rappeler le contexte historique, les faits et leurs interprétations avant 1989, pour mieux comprendre tous les enjeux de cette date et la place qu’occupe le 17 juin dans l’histoire et la mémoire allemandes.

## **LE 17 JUIN 1953 ET SON INTERPRETATION A L’EST ET A L’OUEST AVANT 1989**

Le 17 juin 1953 marque en quelque sorte le point culminant de l’incompréhension du peuple de RDA vis-à-vis de la politique menée par ses dirigeants en 1953. Le 16 juin 1953, les ouvriers du bâtiment travaillant sur le chantier de construction de la *Stalinallee*<sup>4</sup> (aujourd’hui *Karl-Marx-Allee*) arrêtent de travailler pour protester contre les nouvelles normes imposées par le régime. En effet, en mai 1953, le conseil des ministres de Berlin-Est prévoyait une élévation des normes de production de dix-pour-cent avant la fin du mois de juin 1953, et ce sans majoration des salaires. Cette mesure s’inscrivait dans le programme de "construction du socialisme" lancé par le comité central du SED en juillet 1952. D’autres ouvriers ainsi que des passants s’unissent aux manifestants, si bien que dix mille personnes se rassemblent devant le siège du gouvernement de la RDA. Cette manifestation s’achève le 16 avec un appel à la grève générale, et l’on décide alors de se rassembler à nouveau le lendemain matin. Rapidement, la grève s’étend et les manifestations se transforment en soulèvement populaire dans toute la RDA.

Grâce à l’accès à de nouvelles sources à partir de 1989 et à la possibilité de mener des recherches locales et régionales, la recherche sur le 17 juin 1953 a connu un nouvel essor. Un très grand nombre de publications sont parues en 2003 à l’occasion du cinquantième anniversaire, avec un nouvel aspect : l’attention fut portée par les historiens sur l’étendue de ces soulèvements. Jusqu’alors, c’était principalement sur Berlin que s’étaient portés les regards. En 2003, place fut faite à la "province", aux histoires des petites villes de RDA<sup>5</sup>. Les historiens ont désormais également une connaissance plus précise de ce qu’exigeaient les manifestants : aux revendications sociales (annulation de l’ordonnance prévoyant l’augmentation des normes, amélioration des conditions de vie et de travail) s’ajoutèrent des revendications d’ordre politique (démission du gouvernement en

place, organisation d'élections libres impliquant l'idée de réunification, libération des prisonniers politiques)<sup>6</sup>. Mais les manifestations sont finalement réprimées par l'occupant soviétique qui déclare l'état d'urgence dans tout le territoire, les chars de l'Armée rouge dispersent les manifestants, sous les sifflets et les jets de pavés. L'ampleur de la répression peut aujourd'hui également être plus exactement chiffrée<sup>7</sup> : une centaine de personnes moururent pendant les soulèvements, une vingtaine furent condamnées à mort, treize mille à quinze mille personnes arrêtées dans les semaines suivantes, sans parler de la fuite de certains habitants hors de RDA<sup>8</sup>. Ajoutons que ni la RFA, ni les autres puissances alliées ne sont intervenues et venues en aide aux manifestants. Huit ans après la Seconde Guerre mondiale, il fallait éviter de nouveaux combats.

Comment ces soulèvements furent-ils interprétés et commémorés ensuite dans les deux Allemagne ?

#### *A l'Est : le "putsch fasciste" devient un événement tabou*

A l'Est, dès le 19 juin 1953, les dirigeants du parti interprétèrent les soulèvements comme un putsch fasciste mené par des agents d'Allemagne de l'Ouest. Cette thèse d'une tentative de putsch contre-révolutionnaire dirigé par l'Ouest resta la thèse officielle jusqu'à la chute du Mur, bien qu'aucune preuve n'ait jamais pu être avancée en faveur de cette interprétation. En RDA, le 17 juin n'a donc pas fait l'objet de recherches historiques comme à l'Ouest, et de nombreux historiens de RDA s'en sont tenus à la version officielle des faits<sup>9</sup>. Jusqu'en 1989, l'événement resta tabou. Les habitants de RDA n'osaient pas en parler, de peur des représailles<sup>10</sup>. Aucun monument n'a été érigé à la mémoire de la victoire face à la menace fasciste ouest-allemande parce que d'une part, les dirigeants du SED ne voulaient pas avoir à démontrer la véracité de leur thèse, mais surtout d'autre part parce qu'ils avaient peur que le peuple se soulève un jour à nouveau.

Les propos d'Erich Mielke, à la tête de la *Stasi*, prononcés la veille des événements de l'automne 1989 sont fréquemment cités pour prouver à quel point le 17 juin 1953 avait marqué les esprits des membres du SED. Mielke demanda en effet si un nouveau 17 juin menaçait la RDA<sup>11</sup>. En outre, tous les ans jusque dans les années soixante-dix, aux alentours du 17 juin, le ministère de la Sécurité d'Etat, la police tout comme les dirigeants du SED se tenaient en état d'alerte et prêts à réagir en cas de nouvelles manifestations. La *Stasi* créa dès le premier anniversaire du 17 juin, en 1954, l'action "Bollwerk" qui consistait en plusieurs mesures de

sécurité pour pallier toute éventualité de soulèvement<sup>12</sup>. Le 17 juin 1953 a donc été particulièrement traumatisant pour les dirigeants du SED. Mais le danger d'un nouveau 17 juin menaçait-il vraiment ou ne s'agissait-il que de fruits de l'imagination des dirigeants ?

L'analyse et la lecture de documents classés dans les archives du parti, de la *Stasi*, de la police, etc. portent à croire que le danger était sous-jacent et réel<sup>13</sup>. Mais il faut nuancer le contenu de ces documents, car il était dans l'intérêt du SED de confirmer l'existence de menaces. Le danger permettait de légitimer l'existence et l'action du parti.

Existait-il une tradition de commémoration du 17 juin 1953, fut-elle clandestine, en RDA ? Il faut noter que même si la version officielle du SED différait de l'expérience vécue par les habitants de RDA, cette thèse de putsch contre-révolutionnaire a tout de même, à la longue, influencé quelques esprits<sup>14</sup>. Lutz Niethammer a mené une étude en 1987 en RDA sur les souvenirs de l'événement<sup>15</sup>. Le 17 juin 1953 apparaît dans cette étude comme l'événement le plus tabou de l'histoire de la RDA. Les personnes interrogées qui ont dit se souvenir des événements sont restées très évasives et ont surtout insisté sur le fait qu'elles n'avaient été qu'observatrices, et qu'elles n'avaient pas activement participé aux événements. Ce n'est qu'à partir de 1989 que les habitants de RDA ont pu parler de leurs souvenirs jusqu'alors interdits.

Le 17 juin 1953 tenait une place ambiguë dans la mémoire collective de RDA. Ce sujet n'était traité ni dans les écoles, ni dans les universités, ni dans les médias de RDA, mais il existait tout de même une tradition orale de commémoration des événements, particulièrement dans les milieux prolétaires, où les anciens ouvriers parlaient aux jeunes du passé, du temps où l'Allemagne n'était qu'une, des soulèvements du 17 juin vécus comme une victoire. Dans d'autres milieux, le souvenir du 17 juin était ressenti comme une erreur de jeunesse. Dans les cercles d'opposants des années quatre-vingts par exemple, le 17 juin est très peu évoqué<sup>16</sup>. Finalement, en 1989, le 17 juin 1953 n'a plus de tradition forte, il ne joue un rôle dans les événements de 89 que dans le sens où les manifestants et les opposants ont cherché à éviter de commettre les mêmes erreurs qu'en 1953, en prônant la non-violence par exemple<sup>17</sup>.

#### *A l'Ouest : le 17 juin 1953 comme "Jour de l'Unité allemande"*

Dès le 4 août 1953, d'après une proposition de loi du SPD, le 17 juin fut proclamé en RFA jour férié et "Jour de l'Unité allemande". Tandis que l'Est accuse

l'Ouest d'avoir dirigé les manifestations, l'Ouest les interprète comme un soulèvement populaire contre le régime autoritaire de RDA. Les grèves et la répression menée par l'Armée rouge ont suscité de vives émotions en Allemagne de l'Ouest. Aux yeux de l'Ouest, les frères de l'Est s'étaient battus pour obtenir la liberté et surtout l'unité de l'Allemagne. Alors qu'ils n'y avaient absolument pas participé, les Allemands de l'Ouest proclamèrent le 17 juin fête nationale en RFA. Ce "Jour de l'Unité allemande" témoigne donc de la conscience des Allemands d'appartenir à un même peuple. Les Allemands de l'Ouest avaient l'impression d'avoir fait cause commune avec leurs frères opprimés par les communistes.

De 1953 à nos jours, différentes interprétations du 17 juin se sont succédées à l'Ouest. Un des points de désaccord concerne le rôle et l'importance des ouvriers dans les soulèvements. Faut-il parler de "soulèvement ouvrier" ou de "soulèvement populaire" pour caractériser les événements de 1953 ? Le travail publié par Arnulf Baring en 1965 est considéré comme un tournant dans l'interprétation des faits. De la thèse du soulèvement populaire, thèse "officielle" choisie par les gouvernements de RFA, on passe à celle du soulèvement ouvrier<sup>18</sup>. Cette thèse de Baring est apparue dans un climat de détente entre les gouvernements de l'Est et de l'Ouest. Caractériser les manifestations de 1953 de "soulèvement ouvrier" permettait de dédramatiser la situation, de relativiser la non-intervention de l'Ouest. La thèse opposée à celle de Baring consiste à dire que les ouvriers ont certes donné l'impulsion aux manifestations, mais que par la suite, toutes les couches de la société ont pris le relais, si bien qu'il faut parler de soulèvement populaire pour mieux rendre compte de la réalité. Aujourd'hui, de nombreux chercheurs considèrent que cette opposition entre soulèvement populaire et soulèvement ouvrier n'est pas pertinente<sup>19</sup>. Les ouvriers du bâtiment ont donné l'impulsion, mais le mouvement s'est très vite étendu à l'ensemble de la population.

Les revendications des manifestants est-allemands et ainsi la signification même des soulèvements ont également été plusieurs fois réinterprétées, notamment au rythme des changements de couleur politique des gouvernements de RFA. Le chancelier de l'époque, Konrad Adenauer, et les porte-parole de la CDU ont insisté sur la revendication d'unification. Les manifestants ont en effet réclamé parallèlement au retrait de la hausse des normes de production l'organisation d'élections libres à bulletin secret. Ces revendications politiques ont été interprétées par l'Ouest – et plus particulièrement par Adenauer et son gouvernement – comme une volonté d'unification des deux parties de l'Allemagne. Les membres de la CDU ont mis l'accent sur les revendications anti-communistes de ces soulèvements, qui leur permettaient de conforter leur choix d'intégrer la

RFA au bloc de l'Ouest, de poursuivre l'occidentalisation de l'Allemagne de l'Ouest<sup>20</sup>. Aux yeux des socio-démocrates, les soulèvements du 17 juin 1953 ont pris un autre sens. Ils ont plutôt insisté sur le rôle joué par les ouvriers, sur le caractère prolétaire du soulèvement et souligné leur combat pour la liberté et l'unité. Pour eux, les manifestants se sont certes soulevés contre le régime du SED, mais également contre une politique d'intégration à l'Ouest telle qu'elle était proposée par les chrétiens-démocrates. Dans les années soixante, l'*Ostpolitik* de Willy Brandt entraîna de nouvelles relations plus détendues entre les deux parties de l'Allemagne, et peu à peu, les revendications pour l'unité ont été reconsidérées et interprétées plutôt comme des revendications pour la liberté<sup>21</sup>. Au centre de ces manifestations, c'était un combat pour la liberté et la démocratie plutôt qu'un combat pour l'unité qui fut mené.

Cette évolution du sens du 17 juin à l'Ouest va de pair avec un désintérêt de plus en plus grand pour cet événement en RFA. Dans les premières années suivant le 17 juin 1953, des milliers d'Allemands de l'Ouest participaient aux manifestations organisées pour le "Jour de l'Unité allemande", mais à partir de la construction du Mur en 1961, cette journée perdit de plus en plus de son sens. Du "Jour de l'Unité allemande" à l'occasion duquel de nombreux discours étaient tenus en mémoire des victimes de la répression communiste, ne subsista bientôt plus qu'un jour férié, synonyme de loisirs pour les Allemands de l'Ouest<sup>22</sup>. La formule utilisée pour caractériser les enjeux politiques du 17 juin "l'unité dans la liberté" (*Einheit in Freiheit*) fut tournée en dérision et remplacée par l'expression "l'unité dans les loisirs" (*Einheit in Freizeit*), de même pour l'expression "Jour de l'Unité allemande" devenue "Jour de l'embarras" (*Tag der Verlegenheit*). La question de la suppression de ce jour férié s'est posée à plusieurs reprises, tellement il avait perdu de son sens.

Finalement, le 17 juin 1953 a été instrumentalisé par les différents partis politiques et a surtout permis à la RFA de légitimer son existence en délégitimant le régime du SED : la commémoration du 17 juin à l'Ouest était un moyen de se définir soi-même, en "repoussoir" par rapport aux événements de 1953. Les échecs de 1953 à l'Est ont surtout servi à mettre en avant le succès de l'Ouest. Si à la base, le 17 juin devait symboliser l'unité allemande, il devient très vite un symbole de la réussite ouest-allemande<sup>23</sup>.

**CINQUANTE ANS APRES : QUELLES INTERPRETATIONS DE L'EVENEMENT ?**

Avant d'analyser la mémoire de cet événement, de ses commémorations, il faut s'interroger sur l'interprétation du 17 juin 1953 dans l'Allemagne actuelle, et particulièrement dans les nouveaux *Länder*. Nous l'avons déjà dit, l'ouverture des archives de l'Est en 1989 a permis à la recherche de préciser certains aspects des événements et de brosser un tableau du 17 juin aussi proche de la réalité et complet que possible. A quelques exceptions près, la version des événements que nous avons résumée au début de cette étude fait aujourd'hui l'unanimité au sein des intellectuels et des historiens ouest-allemands tout comme de la population des anciens *Länder*. Evoquons tout de même la conception quelque peu saugrenue du sociologue ouest-allemand Thomas Roethe<sup>24</sup>, qui considère que les manifestants exigeaient en 1953 le retrait de nouvelles normes de travail imposées par le SED qui ne faisaient que rejoindre celles en vigueur à l'Ouest à la même époque. Il en conclut que les ouvriers est-allemands se sont soulevés pour avoir le droit de rester paresseux. Cette thèse est très facilement réfutable, mais il nous semble intéressant de la citer, car elle a été non seulement mentionnée dans un article de *Freitag* paru au moment du cinquantième anniversaire du 17 juin<sup>25</sup>, mais d'après le journaliste qui a rédigé cet article, cette conception correspond, de plus, à celle de nombreux autres historiens ou sociologues ouest-allemands. Contrairement à ce qu'avance ce journaliste dans son article, nous n'avons pas trouvé dans notre corpus d'autres traces de cette interprétation des faits, qui reste, d'après nous, très marginale.

En revanche, il semblerait qu'il existe de manière significative des conceptions du 17 juin divergentes du côté est-allemand. A de nombreuses reprises sont évoquées dans les articles que nous avons étudiés les traces laissées par près de quarante années de propagande mensongère à l'égard du 17 juin. Côté nouvelles publications tout d'abord, nous noterons l'interprétation de Hans Bentzien, ancien ministre de la Culture de RDA, dans son ouvrage paru en 2003<sup>26</sup>. S'il ne réussit pas à prouver que les soulèvements avaient des objectifs fascistes, Hans Bentzien cherche tout de même à corroborer la thèse du putsch contre-révolutionnaire, telle qu'elle était propagée par les dirigeants de RDA. Ce livre n'a pas été épargné par la critique, et tous s'accordent à souligner que la thèse de Bentzien ne correspond pas à la réalité historique. Ce qui nous intéresse ici, c'est surtout le fait qu'un tel ouvrage, représentant un certain "point de vue de l'Est", existe sur les étagères de quelques bibliothèques et soit donc lu.

En outre, de nombreux historiens et journalistes soulignent la persistance aujourd'hui dans les nouveaux *Länder* de l'interprétation communiste des faits. Pour l'historien Karl Wilhelm Fricke par exemple, le traitement historique du 17 juin est nécessaire « *parce que les caricatures et les légendes sur le soulèvement*

qui, sous l'égide du SED, furent propagées en RDA pendant des années, laissent encore aujourd'hui des traces, du moins dans les nouveaux Länder »<sup>27</sup>. Toutefois, Karl Wilhelm Fricke ne précise pas ses sources dans son article. De même, les trois historiens Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowalczyk et Ehrhart Neubert mentionnent qu'une partie difficile à dénombrer, mais significative de la population croit encore à l'interprétation donnée jadis par le SED<sup>28</sup>. Quelques articles parus dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* au moment du cinquantième anniversaire laissent entendre également que la propagande mensongère du SED à propos du 17 juin laisse des traces dans la population est-allemande actuelle<sup>29</sup>. Nous n'avons pas eu l'occasion dans le cadre de cette étude d'interroger des Allemands de l'Est, ni trouvé de sondage mené sur la question dont nous aurions pu analyser les résultats et qui nous auraient permis de mieux nous rendre compte dans quelle mesure cette interprétation subsiste vraiment, et dans quelle couche de la société elle trouve encore un écho. Mais même si la persistance d'une telle interprétation est difficilement mesurable, elle mérite d'être mentionnée, car elle souligne le côté ambigu de la mémoire du 17 juin dans les nouveaux Länder, ce qui ne facilite pas le travail de mémoire.

### **LE 17 JUIN 1953 : UN LIEU DE MEMOIRE ?**

En 2003, l'Allemagne semble redécouvrir un événement qu'elle avait plus ou moins oublié depuis la chute du Mur et le choix du 3 octobre comme fête nationale allemande. La question qu'il faut se poser devant ce nouveau "succès" du 17 juin, en tenant compte de l'histoire de cet événement depuis 1989, est de savoir pour qui cet événement redevient intéressant.

#### *Volonté politique de faire du 17 juin un lieu de mémoire de l'Allemagne unifiée*

Une constante se dessine clairement à la lecture de la presse allemande sur les commémorations du 17 juin : il existe une réelle volonté de faire de cette date un lieu de mémoire positif de la RDA, voire un lieu de mémoire de l'Allemagne unifiée.

Cette volonté se lit particulièrement dans les discours des personnalités politiques. Le président du *Bundesrat* et ministre-président de Saxe-Anhalt Wolfgang Böhmer a mis à l'honneur, dans un discours tenu lors des commémorations du cinquantième anniversaire, le secours que les Allemands de l'Ouest avaient porté après les faits aux réfugiés est-allemands. Dans ce sens, le 17

juin a donc pour lui toujours été une date de l'histoire commune aux deux Allemagne, puisque les événements ont touché aussi bien l'Est que l'Ouest, et il invite les Allemands à considérer les événements de l'époque comme tels<sup>30</sup>. Le ministre-président de Bavière Edmund Stoiber a affirmé que le 17 juin restera « *une journée commémorative nationale* »<sup>31</sup>. De même, les commémorations officielles au *Bundestag* étaient riches de cette idée d'histoire commune. Wolfgang Thierse a souligné qu'on avait désormais « *la chance d'appréhender le soulèvement comme une date de l'Allemagne unifiée* »<sup>32</sup>. Rainer Eppelmann, député CDU au *Bundestag* et président de la Fondation pour l'examen de la dictature du SED (*Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur*), va jusqu'à lier le sort de l'Allemagne unifiée au 17 juin et à la mémoire de cet événement en Allemagne<sup>33</sup>. Des historiens travaillant ou ayant beaucoup travaillé sur le 17 juin insistent sur cette même idée de mémoire commune à toute l'Allemagne. Arnulf Baring par exemple considère que ce pourquoi le peuple est-allemand s'est soulevé en 1953 sert aujourd'hui de fondement à la nation allemande unifiée<sup>34</sup>. Karl Wilhelm Fricke pense que le souvenir du soulèvement peut aider à constituer une identité allemande commune<sup>35</sup>.

L'idée de fierté par rapport aux événements de 1953 est évoquée à de nombreuses reprises et sert d'argument pour développer une mémoire positive autour du 17 juin. Marianne Birthler, chargée des dossiers de la *Stasi*, s'applique à mettre en valeur le rôle des citoyens de RDA dans les soulèvements<sup>36</sup> : l'exemple du 17 juin montre qu'ils n'ont pas été manipulés, qu'ils n'ont pas été des suiveurs – cliché largement répandu du côté ouest-allemand<sup>37</sup> – mais bien les véritables acteurs lors de ces manifestations contre le régime du SED. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient mettre encore plus en avant le rôle joué par les Allemands de l'Est en juin 1953 dans le combat contre la dictature et pour la liberté, d'autant plus que l'histoire allemande n'est pas très riche en événements de ce genre. Pour Bernd Faulenbach, ce sens que prend le 17 juin permet même de rétablir le déséquilibre entre les deux histoires allemandes : le combat des manifestants de 1953 – ainsi que la révolution pacifique de 1989 – apparaissent comme le pendant à la réussite de la RFA dans son chemin vers la démocratie après 1945<sup>38</sup>.

Pour certains, rétablir le 17 juin comme fête nationale serait un moyen de commémorer le courage des opposants de 1953. Alors que le 17 juin laissa place au 3 octobre comme nouveau "Jour de l'Unité allemande" sans grand débat, ni à l'Est, ni à l'Ouest, les discussions autour du rétablissement du 17 juin comme fête nationale au moment du cinquantenaire de l'événement furent bien présentes. Dès le quarantième anniversaire du 17 juin, Arnulf Baring défendit l'idée de faire de

cette date à nouveau la fête nationale, car elle repose sur les "performances" du peuple de RDA et sa contribution à l'entreprise de l'unification allemande. Baring considère que fêter le 17 juin comme fête nationale pourrait rapprocher les deux "peuples"<sup>39</sup>. Les défenseurs de ce rétablissement en 2003 souhaitent que le 17 juin redevienne un jour férié, car il fait partie des événements historiques dont les Allemands devraient être fiers. Mais tous ne sont pas de cet avis. Pour d'anciennes victimes de la répression en 1953 notamment, le 17 juin est trop synonyme de souffrance. Une fête nationale ne devrait pas correspondre à une journée de deuil. La question qui sous-tend ce débat autour du rétablissement du 17 juin à la place du 3 octobre est celle de savoir quelle mémoire doit être mise en avant lors des commémorations du 17 juin. Rend-on hommage aux victimes de la dictature du SED ? Ou alors au courage des citoyens qui se sont soulevés contre le régime ?

#### *Réappropriation du 17 juin 1953 par la population est-allemande ?*

La réappropriation du 17 juin par l'Est de l'Allemagne – du moins dans une certaine mesure que nous allons préciser – semble être l'une des caractéristiques de ce cinquantième anniversaire. En effet, parmi les manifestations recensées par la Fondation pour l'examen de la dictature du SED au 31 mars 2003 pour toute l'Allemagne<sup>40</sup>, près de deux cents d'entre elles eurent lieu dans les nouveaux *Länder*, contre une cinquantaine dans les anciens *Länder*. De plus, dans onze villes est-allemandes, des rues, places ou bâtiments ont été rebaptisés en mémoire du 17 juin (au 19 juin 2003, c'était le cas de Dresde, Görlitz, Halle/Saale, Leipzig, Parchim, Sandersdorf, Stralsund, Berlin-Pankow, Berlin-Friedrichshain) contre Kiel et Cologne pour l'Ouest<sup>41</sup>. Le 17 juin aurait donc retrouvé son lieu d'origine.

Toutefois, face aux discours officiels – particulièrement tels qu'ils sont rapportés dans la presse de juin 2003 – qui témoignent d'une réelle volonté de faire du 17 juin un lieu de mémoire commun aux deux parties de l'Allemagne, un autre aspect caractérise les commémorations du cinquantième anniversaire du 17 juin 1953 : au sein de la population même, le 17 juin ne semble pas avoir le sens que d'autres souhaiteraient lui donner.

Si l'on en croit l'image donnée par la presse, les Allemands de l'Est n'apprécient pas cette conception du 17 juin comme une date de l'histoire allemande commune. Les soulèvements du 17 juin étaient « *une révolte est-allemande originale et régionale* »<sup>42</sup>, ce qui n'est pas compatible avec la tentative d'en faire, à l'aide de nombreuses manifestations, une histoire commune. Après les soulèvements, les Allemands de l'Est ont dû en subir les conséquences pendant

toutes les années d'existence de la RDA tandis que les Allemands de l'Ouest ont pu le fêter pendant ces mêmes années. L'Ouest n'a pas participé à l'événement, mais s'en est servi par la suite : ce déséquilibre remet en cause l'aspect "commun aux deux parties de l'Allemagne" de cet événement<sup>43</sup>. Toujours d'après la presse, la population est-allemande a l'impression d'être utilisée par l'Ouest comme "figurante" et non comme actrice principale. L'Est a le sentiment que l'Ouest cherche à lui voler son propre passé et insiste sur le caractère est-allemand de l'événement. Cette réaction correspond peut-être aussi à un phénomène de compensation de la part des Allemands de l'Est, à une réaction nostalgique : tout ce qui touche à la RDA est fréquemment dévalorisé par l'Ouest<sup>44</sup>. Or, dans notre cas, l'Ouest cherche au contraire à valoriser un événement est-allemand, ce qui est vécu par certains comme une intrusion, comme une tentative des Allemands de l'Ouest de s'approprier un passé qui n'est pas le leur.

Un autre type de réaction par rapport aux commémorations du 17 juin en 2003 consiste à prendre du recul face à ces manifestations, de la distance par rapport à l'engouement de l'Ouest. Dans certains articles, il est parfois question de scepticisme, les journalistes font part de l'aversion de certains Allemands de l'Est à l'idée de se consacrer à ces commémorations<sup>45</sup>, sentiment qui peut s'expliquer par leur expérience de l'Histoire. Les commémorations du 17 juin leur rappellent la tentative du régime de RDA de légitimer son existence à l'aide du passé. L'antifascisme et la dénazification furent en effet érigés en principes fondateurs de la RDA par le SED. Aussi, les Allemands de l'Est, forts de cette expérience du traitement du passé nazi, sont désormais méfiants à l'égard de toute confrontation au passé, transformée en instrument pour légitimer le présent.

Les diverses expositions et manifestations commémoratives en l'honneur du cinquantenaire eurent lieu essentiellement à Berlin et dans les nouveaux *Länder*, mais la participation de la population est-allemande aux festivités et aux différents programmes est limitée. Nombreux sont les récits de la non-participation des écoles est-allemandes aux projets sur le 17 juin par exemple<sup>46</sup>. L'historien Edgar Wolfrum estime que cette réaction témoigne de la réserve que manifestent encore certains professeurs est-allemands à l'égard du 17 juin et de toute l'histoire de la RDA en général. D'un autre côté, il semblerait que les jeunes se soient individuellement intéressés à ces manifestations du cinquantenaire, que beaucoup soient venus visiter les expositions ou aient consulté les sites de l'administration Birthler ou de la Fondation pour l'examen de la dictature du SED<sup>47</sup>. Les générations qui ont réellement connu la RDA semblent plus réticentes à l'idée de parler du passé.

Comme nous l'avons montré au début de cette analyse, il n'existait pas véritablement de mémoire vive du 17 juin, de tradition du 17 juin en RDA. Dans certains milieux, on entendait peu parler de cet événement avant 1989, ce qui peut expliquer le manque de résonance des commémorations à l'Est aujourd'hui. On ne peut pas parler de véritable mémoire collective du 17 juin dans les nouveaux *Länder* aujourd'hui. Il faut encore du temps pour que la population est-allemande se réapproprie vraiment cette date. Qui plus est, il existe de grandes divergences dans l'appréhension du 17 juin au sein même de la population est-allemande, entre les générations qui ont vécu le 17 juin 1953 et pour qui le souvenir est éventuellement encore douloureux, et les générations suivantes qui en ont entendu parler. Le 17 juin est un exemple où se cristallisent les problèmes de mémoire positive, mémoire négative et mémoire sélective<sup>48</sup>.

Les conclusions auxquelles nous arrivons à travers l'analyse de la presse allemande de 2003 mériteraient d'être complétées par une étude sociologique. Il serait en effet intéressant d'interroger les différents groupes sociaux, les différentes générations de la population est-allemande au sujet de leur conception du 17 juin, afin de préciser et nuancer l'image qui transparaît dans la presse et qui reste encore relativement générale. A l'exemple des commémorations du 17 juin, il semble que la population est-allemande refuse encore en grande partie de traiter du passé de la RDA et de l'expérience du communisme, car elle a l'impression que l'Ouest dirige le débat et réinterprète le passé à sa façon. Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest n'associent pas au 17 juin les mêmes souvenirs, il paraît donc encore difficile de parler de lieu de mémoire commun aux deux parties de l'Allemagne.

En outre, un fossé semble se dessiner entre la volonté politique d'une part, où l'Est et l'Ouest trouvent visiblement un terrain d'entente à propos du sens du 17 juin, et la population de l'autre. L'analyse des commémorations du 17 juin 1953 met en valeur, plus qu'une opposition entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne comme c'était le cas du temps du Mur, une opposition entre "mémoire d'en haut" et "mémoire d'en bas". La volonté de mémoire autour du 17 juin semble avoir du mal à fonctionner car elle s'impose par le haut.

Au lendemain des commémorations du cinquantième anniversaire, il faut se poser la question de la continuité autour du 17 juin. Que faire du 17 juin aujourd'hui ? Les risques que cette date tombe à nouveau dans l'oubli, alors qu'on en a tant parlé en 2003, sont grands si le travail effectué en 2003 n'est pas prolongé. Parviendra-t-on, comme certains le souhaitaient en 2003, à ancrer les

événements du 17 juin 1953 dans la culture mémorielle allemande, et à en faire un lieu de mémoire qui fonctionne?

---

<sup>1</sup> Etienne François, Hagen Schulze (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Munich, Beck, 2001.

<sup>2</sup> Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.

<sup>3</sup> Le 17 juin ne fait pas partie des 120 lieux de mémoire finalement sélectionnés pour les trois volumes des *Deutsche Erinnerungsorte*, parce que la bibliographie sur le 17 juin était déjà suffisamment importante et complète. Il avait toutefois été présélectionné.

<sup>4</sup> Baptisée *Stalinallee* de 1949 à 1961, l'avenue qui menait à l'est vers la Pologne et Moscou occupait une position de choix pour devenir la vitrine de la nouvelle République démocratique allemande.

<sup>5</sup> Voir notamment : Volker Koop, *Der 17. Juni 1953 : Legende und Wirklichkeit*, Berlin, Siedler Verlag, 2003 ; Hubertus Knabe, *17. Juni 1953 : Ein deutscher Aufstand*, Munich, Prophylläen Verlag, 2003.

<sup>6</sup> Bernd Faulenbach, "Der 17. Juni 1953 im kollektiven Gedächtnis des geteilten und vereinten Deutschland". In : Silke Flegel, Frank Hoffmann, Evelyn Overhoff (dir.), *Der Volksaufstand am 17. Juni 1953 – ein gesamtdeutsches Ereignis ?*, Bochum, IDF, 2004, pp. 19-20.

<sup>7</sup> Ilko-Sascha Kowalczyk, *17.06.53 : Volksaufstand in der DDR. Ursachen – Abläufe – Folgen*, Brême, Temmen, 2003, p. 9.

<sup>8</sup> Bernd Faulenbach parle de 320 000 personnes ayant quitté la RDA en 1953, sans préciser combien se seraient enfuies en raison de leur participation aux soulèvements. Voir : Bernd Faulenbach, op. cit., p. 20.

<sup>9</sup> Beate Ihme-Tuchel, *Die DDR*, (wissenschaftliche Buchgesellschaft), Darmstadt, 2002, p. 37.

<sup>10</sup> Lutz Niethammer, Arnulf Baring, Jochem Černý, et al., "Der 17. Juni – vierzig Jahre danach". In : Jürgen Kocka, Martin Sabrow (dir.), *Die DDR als Geschichte : Fragen – Hypothesen – Perspektiven*, Berlin, Akademie Verlag, 1994, p. 46.

<sup>11</sup> Armin Mitter, Stefan Wolle (dir.), *Ich liebe euch doch alle ! Befehle und Lagebericht des MfS, Januar – November 1989*, 2<sup>e</sup> éd., Berlin, BasisDruck Verlagsgesellschaft, 1990, p. 125.

<sup>12</sup> Stefan Wolle, "Der 17. Juni in der Erinnerung der DDR-Bevölkerung". In : Silke Flegel, Frank Hoffman, Evelyn Overhoff (dir.), op. cit., pp. 5-16.

<sup>13</sup> Ibid., p. 10.

<sup>14</sup> Bernd Faulenbach, op.cit., p. 22.

<sup>15</sup> Lutz Niethammer, Arnulf Baring, Jochem Černý, et al., op. cit., p. 46.

<sup>16</sup> Stefan Wolle, op. cit., p. 14

<sup>17</sup> Bernd Faulenbach, op. cit., p. 30.

<sup>18</sup> Arnulf Baring, *Der 17. Juni 1953*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1965.

<sup>19</sup> Beate Ihme-Tuchel, op. cit., p. 30.

<sup>20</sup> Edgar Wolfrum, "Kein Sedantag glorreicher Erinnerung. Der Tag der Deutschen Einheit in der alten Bundesrepublik". In : *Deutschland Archiv*, 29/1996, p. 435.

<sup>21</sup> Hubertus Knabe, op. cit., p. 20.

<sup>22</sup> Martin Krämer, *Der Volksaufstand vom 17. Juni 1953 und sein politisches Echo in der Bundesrepublik Deutschland*, (Dortmunder Historische Studien, Bd. 17), Bochum, Universitätsverlag Brockmeyer, 1996, pp. 188-190.

<sup>23</sup> Edgar Wolfrum, op. cit. pp. 432-433 ; Edgar Wolfrum, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland : der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft., 1999.

<sup>24</sup> Thomas Roethe, *Arbeiten wie bei Honecker, leben wie bei Kohl : Ein Plädoyer für das Ende der Schonfrist*, Francfort/Main, Eichborn, 1999, pp. 32-35.

<sup>25</sup> Jörg Roesler, "Der 17. Juni und das Recht auf Faulheit : Auf der Suche nach der „wahren DDR“". In : *Freitag*, 24/2003.

<sup>26</sup> Hans Bentzien, *Was geschah am 17. Juni ? Vorgeschichte, Verlauf, Hintergründe*, Berlin, Edition Ost, 2003.

<sup>27</sup> Karl Wilhelm Fricke, "Die Machtfrage war gestellt : Anmerkungen zum 17. Juni 1953". In : *Deutschland Archiv*, 3/2003, p. 388.

<sup>28</sup> Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowalczyk, Ehrhart Neubert, *Die verdrängte Revolution. Der Platz des 17. Juni 1953 in der deutschen Geschichte*, Brême, Temmen, 2004, p. 774.

<sup>29</sup> Voir par exemple : Rainer Burger, "Wir brauchen keine Volksarmee, gebt uns Butter ! In der traditionsreichen Industrieregion Mitteldeutschland fanden am 17. Juni 1953 die machtvollsten Kundgebungen statt". In : *FAZ*, 11.06.03 ; Regina Mönch, "Rot gesehen : Der Gedenkstein zum 17. Juni wurde beschmiert". In : *FAZ*, 07.07.03.

- 
- <sup>30</sup> FAZ, 18.06.03, „Zwei Einträge im Buch der Geschichte“ ; Gedenkveranstaltungen zum 17. Juni 1953 / Rau : eine Niederlage, kein Irrtum" ; *Neues Deutschland*, 18.06.03, "Auch Nachdenkliches zum 17. Juni : Offizielles Gedenken an Arbeiteraufstand in der DDR vor 50 Jahren".
- <sup>31</sup> FAZ, 17.06.03, "Erinnerung an die Aufständischen des 17. Juni".
- <sup>32</sup> *Neues Deutschland*, 18.06.03, "Auch Nachdenkliches zum 17. Juni".
- <sup>33</sup> Gerhard Zwerenz, "Frieden schaffen mit/ohne Waffen". In : *Neues Deutschland*, 17.06.03.
- <sup>34</sup> Arnulf Baring, "Revolte von anrührender Humanität ; Hunderttausende begehren gegen das Ulbricht-Regime auf : Neuerscheinungen zum 17. Juni". In : FAZ, 05.06.03.
- <sup>35</sup> Karl Wilhelm Fricke, "Die Machtfrage war gestellt", p. 388.
- <sup>36</sup> Mechthild Küpper, "Erinnerungen an eine Zwangsbeglückung : Der 17. Juni 1953 in der Berliner Stadtpolitik / Streit im Abgeordnetenhaus". In : FAZ, 13.06.03.
- <sup>37</sup> Voir par exemple la série d'articles publiée dans *Freitag* et intitulée "Querelle des Allemands" (*Krach der Deutschen*) : *Freitag* n°21 à 25, n°27 à 29, n°31, n°32, n°34, n°45 de l'année 1991.
- <sup>38</sup> Bernd Faulenbach, op. cit., p. 35.
- <sup>39</sup> Arnulf Baring, "Kommentar Arnulf Baring". In : Lutz Niethammer, Arnulf Baring, Jochen Černý, et al., op. cit., p. 55.
- <sup>40</sup> Rainer Eppelmann, Bernd Faulenbach, "Zum Geleit". In : *50 Jahre 17. Juni 1953 : Veranstaltungshinweise*. Hg. von der Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur, Berlin, 2003, pp. 6-67.
- <sup>41</sup> Voir : Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowaczuk, Erhart Neubert, op. cit., pp. 804-805 ; Annette Kaminsky (dir.), *Orte des Erinnerns. Gedenkzeichen, Gedenkstätten und Museen zur Diktatur in SBZ und DDR*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2004.
- <sup>42</sup> Karlen Vesper, "Lehre 17. Juni". In : *Neues Deutschland*, 17.06.03.
- <sup>43</sup> Annette Leo, "Noch die Pfanne abgegossen ; Aufständische Arbeiterklasse : Wie sich Hennigsdorfer Stahlwerker an den 17. Juni erinnern". In : *Freitag*, 25/2005.
- <sup>44</sup> Voir note 37 et Jacques Poumet, "Mémoire collective et traitement du passé". In : *Allemagne d'aujourd'hui*, 24/1993, pp. 135-137.
- <sup>45</sup> Brigitte Zimmermann, "Schüsse in die Luft : Die Ostdeutschen und das historische Gedenken ; Geschichte einer doppelten Desillusionierung". In : *Freitag*, 25/2003.
- <sup>46</sup> Voir par exemple Edgar Wolfrum, "Neue Erinnerungskultur ? Die Massenmedialisierung des 17. Juni 1953". In : <http://www.17juni53.de/home/gedenken.html>
- <sup>47</sup> Regina Mönch, "Wir waren das Volk ; das Tabu ist gestürzt : Die Ostdeutschen entdecken den 17. Juni". In : FAZ, 13.06.03.
- <sup>48</sup> Ces concepts renvoient à l'évaluation positive ou négative que l'on fait, dans notre cas, du passé de la RDA. Le phénomène de mémoire sélective consiste à occulter plus ou moins volontairement une partie du passé pour ne garder que les souvenirs sur lesquels on veut mettre l'accent. L'"ostalgie" par exemple est un phénomène de mémoire sélective.